

Self-service

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy – 09/09/11

Et si la Transition était un grand buffet à ciel ouvert où on peut servir plusieurs milliers de convives ? On n'en est pas loin, à en juger la boulimie de certaines hautes autorités. Ce n'est pas encore la grande ripaille d'une cérémonie de présentation de vœux à lavoloha, durant la seconde République, où les invités rentrent avec un menu complet pour le dîner dans une barquette en sachet, mais c'est tout comme, dans une autre proportion.

On a eu beau privatiser les sociétés d'État depuis la libéralisation, certains ministres continuent effrontément de dépouiller celles qui restent debout. D'autres jouent les maitres- chanteurs dans la passation des marchés publics vis-à-vis des entreprises et des sociétés. Ceux qui n'ont rien à manger font preuve de perspicacité en se servant des tickets de carburant comme monnaie de change. Il est bien clair que les collaborateurs qui ont le courage de dénoncer ces abus en ont eu pour leur poste. C'est chose faite, depuis avant-hier, avec les nominations dans certains ministères, en dépit de l'interdiction de changer de staff technique au moment du remaniement, au mois de mars. Mais il fallait s'y attendre quand on sait que tout est éphémère dans ce régime -à l'image du Tsena mora qui n'a duré que le temps d'une campagne référendaire- sauf la...Transition. Certains ministres n'ont d'ailleurs pas attendu la décision du Président de la HAT pour limoger des techniciens avant l'heure, défiant l'autorité du Premier ministre. On en connaît pas mal qui osent affirmer par dessus le marché qu'ils ont été proposés par leur entité d'origine et n'ont aucun compte à rendre au locataire de Mahazoarivo. D'autres, secoués par leur parti, affirment le contraire et renient leurs origines, n'ayant d'yeux que pour le siège gouvernemental.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est, sans conteste, le « braquage » de 23 véhicules 4x4, dons de l'Unicef au ministère de l'Éducation nationale et qui sont tombés entre les mains des membres du Congrès de la Transition par on ne sait quel numéro de prestidigitation. Il s'agit, sans doute, d'un pourboire pour le vote des projets de lois électorales, sinon une compensation du « déficit » budgétaire sur les indemnités de 17 millions d'ariary réclamés par les membres du Congrès.

Ce qui n'est pas sans rappeler le détournement d'un fonds de la Banque mondiale à d'autres fins dans les années 90 et qui avaient sérieusement compromis les relations avec ce bailleurs de fonds. C'est d'autant plus étonnant que le Président de la HAT n'a pas cru devoir donner un ordre péremptoire pour la restitution immédiate des véhicules, préférant une instruction aux ministres de l'Éducation nationale et des Finances pour « négocier » avec les « propriétaires ». À croire qu'il en avait donné l'autorisation. D'ailleurs, sans l'appât de 26 millions de dollars à débloquer par les bailleurs de fonds, il serait certainement resté de marbre. Ce n'est pas parce que les relations avec la communauté internationale sont coupées qu'on peut se permettre ce genre de grivellerie. La souveraineté nationale a ses limites et n'autorise sans doute pas ce hold-up qui conforte l'image d'un régime quelconque trainé par la HAT. À moins bien sûr, comme en témoignent de nombreux écarts de conduite, d'abus d'autorité, qu'elle ait choisi le self-service comme mode de gouvernance. Le fait d'annoncer, de façon unilatérale, la signature de la Feuille de route a de quoi sidérer. Après un régime auto-proclamé, on enchaîne avec « l'auto-route ». (Feuille de route à sens unique).

Source : <http://www.lexpressmada.com/2268-humeur/self-service.html>